

Gouvernance Et Privatisation

When somebody should go to the ebook stores, search instigation by shop, shelf by shelf, it is truly problematic. This is why we allow the ebook compilations in this website. It will unquestionably ease you to see guide **Gouvernance Et Privatisation** as you such as.

By searching the title, publisher, or authors of guide you in reality want, you can discover them rapidly. In the house, workplace, or perhaps in your method can be every best place within net connections. If you plan to download and install the *Gouvernance Et Privatisation*, it is extremely simple then, before currently we extend the colleague to purchase and create bargains to download and install *Gouvernance Et Privatisation* suitably simple!

Gouvernance - Alain Deneault 2013

Dans les années 1980, les technocrates de Margaret Thatcher ont habillé du joli nom de gouvernance le projet d'adapter l'Etat aux intérêts et à la culture de l'entreprise privée. Ce coup d'Etat conceptuel va travestir avec succès la sauvagerie néolibérale en modèle de "saine gestion". Nous en ferons collectivement les frais : déréglementation de l'économie, privatisation des services publics, clientélisation du citoyen, mise au pas des syndicats, ce sera désormais cela gouverner. Appliquée sur un mode gestionnaire ou commercial par des groupes sociaux représentant des intérêts divers, la gouvernance prétend à un art de la gestion pour elle-même. Entrée dans les moeurs, évoquée aujourd'hui à toute occasion et de tous bords de l'échiquier politique, sa plasticité opportune tend à remplacer les vieux vocables de la politique. En 50 courtes prémisses, Alain Deneault montre la logique de cette colonisation de tous les champs de la société par la gouvernance. Car cette "révolution anesthésiante" doit être bien comprise : elle participe discrètement à l'instauration de l'ère du management totalitaire.

Rapport du Groupe de travail du Groupe de la Banque mondiale sur les pays à faible revenu sous tension - World Bank. Task Force on Low Income Countries Under Stress 2002

Implanter le capitalisme en Afrique - Serge Alain Godong 2011

La réputation de l'Afrique n'est pas seulement négative sur des questions de politique et de sécurité internationales. Elle l'est également

dans la façon dont les entrepreneurs et les entreprises occidentales perçoivent les risques qui, sur ce continent, contrarient la prospérité des activités économiques. Or, ni les Africains ni les Occidentaux n'envisagent de laisser le continent errer à ses atavismes et à son sous-développement ; il faut donc trouver un discours et des dispositifs qui servent d'interface entre les pourvoyeurs de financements et leurs récepteurs. C'est à cela que tient l'essentiel du discours sur la "bonne gouvernance", dont l'objectif est de faire converger, par des "règles de bonne conduite", les comportements des salariés et les intérêts de l'entreprise. De part et d'autre, les malentendus peuvent être nombreux sur ce que chacun nomme une "bonne pratique" et sur les conditions par lesquelles les uns et les autres jugent possible de réussir la gestion d'une entreprise capitaliste. Se pose alors, dans la vie quotidienne, une exigence de dialogue et d'argumentation, pour reformuler les bases même de cette "bonne gouvernance". Notre travail a consisté à enquêter, sur le terrain, auprès de deux entreprises privatisées camerounaises (AESSONEI. et CAMRAIL) pour voir de quelle façon et avec quelles logiques les différents acteurs et parties prenantes du management s'organisent pour donner sens à cette notion. Et comment le sens qu'ils en tirent est déterminant dans la réception (positive ou négative) des entreprises qui s'installent dans leur univers.

Gouvernance et appropriation locale du développement - Jacques Fisette 2010-10-27

La gouvernance représente l'une des plus importantes innovations conceptuelles des

quinze dernières années dans le discours de l'aide au développement. A-t-elle pour autant transformé les pratiques? A-t-elle conduit à une plus grande appropriation locale des enjeux du développement? Ces questions sont débattues autour de trois thèmes : les nouveaux dispositifs de lutte contre la pauvreté, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et enfin, la décentralisation et la gestion des services publics.

Terrains et échelons de la gouvernance -

Jean-Marie Miossec 2009

"La gouvernance est un concept ambigu, mais, dans un contexte de "moins d'Etat" et "mieux d'Etat" et dans un cadre de mondialisation et de décentralisation, c'est une pratique de plus en plus affichée. L'atténuation du rôle exclusif de l'Etat en matière d'aménagement du territoire, la libéralisation et les privatisations, la prolifération des acteurs nationaux, locaux, internationaux intervenant dans le champ du développement territorial contraignent de revisiter les articulations entre pouvoirs et territoires, de réapprécier les modes de régulations sociales, sociétales et spatiales. Le renforcement des maillages administratifs et la dynamique de certains pôles ont multiplié les échelons territoriaux et rendu plus complexes leurs articulations et les arbitrages. C'est à une analyse approfondie des terrains maghrébins et français de la gouvernance territoriale que se livrent des experts, des universitaires et des professionnels de la gestion de territoires, spécialistes des pratiques récentes de management des territoires. Cette analyse remet en perspective les différents échelons sur lesquels opère la gouvernance, qu'un niveau - nation, région, intercommunalité, local- soit privilégié ou qu'il s'agisse de concevoir un nouveau mode de gestion de plusieurs échelons complémentaires intégrés dans une structure d'ensemble. Les expériences convergentes ou divergentes menées en Algérie, au Maroc, en Tunisie et en France traduisent une profonde évolution des politiques publiques et montrent que les questionnements relatifs aux pouvoirs et aux territoires sont au coeur des préoccupations des citoyens-habitants et de leur représentation des lieux dans lesquels ils construisent leur avenir"--P. [4] of cover.

La gouvernance nationale et locale en

Afrique subsaharienne - Paul de Bruyne 2001

Les multiples formes de la gouvernance gravitent autour de 3 pôles complémentaires (l'Etat, le marché, la société civile) et s'exercent à 3 niveaux (national, régional et local). Elucider les choix institutionnels offerts aux divers acteurs du développement et leur fournir un cadre de réflexion nourri de théories, des expériences et des controverses, tel est l'objectif de cet ouvrage.

La Revanche des contextes - Jean-Pierre

Olivier de Sardan 2021-04-22

Pourquoi les projets de développement, les interventions des ONG ou les politiques publiques nationales sont-ils tous soumis à d'importants écarts entre ce qui était prévu et ce qui se passe effectivement ? Cet ouvrage apporte une réponse documentée à ce « problème des écarts ». Les politiques publiques standardisées, telles les politiques de développement omniprésentes en Afrique, méconnaissent les contextes dans lesquels elles sont mises en oeuvre. Dans cette confrontation, les acteurs locaux jouent un rôle majeur. Les multiples stratégies de contournement des directives et protocoles officiels suivent des « normes pratiques » implicites ignorées des experts internationaux, mais que l'observation du terrain peut mettre en évidence. C'est un phénomène qui va au-delà du développement : tout se passe comme si l'Afrique révélait de façon paroxystique une revanche des contextes dont on peut trouver des exemples dans le monde entier. Pour analyser ces processus, un dialogue est noué entre d'une part des données de terrain particulièrement riches, et d'autre part une vaste littérature en sciences sociales revisitée afin de mieux rendre compte des réalités observées. Le diagnostic est structuré autour de quelques concepts clés : modèles voyageurs, normes pratiques, modes de gouvernance et logiques sociales. Tout entier consacré à une démarche analytique rigoureuse, sans complaisance et sans polémique, il se termine néanmoins par une prise de risque face à la redoutable question « que faire ? », en suggérant de mettre les normes pratiques au centre de toute intervention et de valoriser les « experts contextuels » aujourd'hui invisibles. Ce livre constitue une contribution majeure à l'analyse des effets inattendus des politiques

publiques.

Les privatisations de l'éducation - Revue internationale d'éducation sèvres 82 -

Ebook - CIEP 2020-02-19

Les processus de privatisation « en » éducation et « de » l'éducation concernent désormais la plupart des pays du monde. Dans un contexte de mondialisation et d'internationalisation accrues des systèmes éducatifs, la mise en œuvre, ces dernières décennies, de mesures spécifiques de privatisation, le développement d'un secteur marchand de l'éducation, mais aussi des évolutions sociétales de fond concernant les notions d'individualisme et d'individu interrogent d'une nouvelle manière les enjeux liés aux privatisations. La promotion des intérêts privés est-elle compatible avec un processus d'éducation ? Induit-elle irrémédiablement, par exemple, une conception utilitariste de l'éducation ? Quel est son impact sur les nouvelles générations et leur capacité à faire société ? Finalement, les privatisations en cours de l'éducation en changent-elles la nature ou ne s'agit-il que d'une différence de modalité d'organisation ou de gouvernance ? Pour répondre à ces questions, ce dossier rassemble les contributions de treize chercheurs en éducation, spécialistes mondiaux réputés ou auteurs d'enquêtes pionnières dans leur domaine, dont les travaux permettent d'envisager une grande diversité de cas (Angleterre, Chili, Côte d'Ivoire, États-Unis, France, Inde, Suède. Il met également en évidence des problématiques transversales à de nombreux pays, comme le développement du soutien scolaire privé en Asie ou les stratégies mises en œuvre par des entreprises privées pour influencer les politiques éducatives. Quelle que soit la définition retenue, tous les auteurs soulignent la croissance sans précédent de la privatisation ces dernières années. Illustrer cette diversité est l'un des objectifs majeurs de ce dossier qui donne à voir trois principales formes de privatisation, non exclusives et clairement liées les unes aux autres : une privatisation par le biais de politiques publiques spécifiques, une privatisation par le marché et une privatisation par une prise en compte croissante d'aspirations et d'intérêts individuels privés. Un dossier coordonné par Thierry Chevaillier, Université de Bourgogne, et Xavier

Pons, Université Paris-Est Créteil

Gouvernance et appropriation locale du développement - Jacques Fiset 2010

La gouvernance représente l'une des plus importantes innovations conceptuelles des quinze dernières années dans le discours de l'aide au développement. A-t-elle pour autant transformé les pratiques? A-t-elle conduit à une plus grande appropriation locale des enjeux du développement? Ces questions sont débattues autour de trois thèmes : les nouveaux dispositifs de lutte contre la pauvreté, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et enfin, la décentralisation et la gestion des services p.

Access to Justice Beyond the State Courts - Aimé-Parfait Niyonkuru 2021-12-28

Costliness, excessive delay, bias against the weak, corruption, underfunding, insufficiency of legal skills and shortage of training programmes (for the judicial staff in its diversity), complexity of legal rules and procedures, including the language of both the law and the Court, dependency vis-à-vis the political authorities; these are flaws documented as hindering equal and effective access to Burundi's formal state court justice system. This book argues that engaging with out-of-court justice in Burundi's legal pluralism model may positively impact on people's access to justice, particularly for the poor and the underprivileged.

Gouvernance des biens communs - Elinor Ostrom 2010-06-07

La question de la gouvernance des ressources naturelles utilisées conjointement par de nombreux individus revêt une importance croissante pour les analystes politiques. Tant la nationalisation que la privatisation ont été mises en avant mais ni l'État ni le marché n'ont été uniformément en mesure de résoudre les problèmes liés aux ressources communes. Remettant en question les fondements de l'analyse politique telle qu'appliquée aux ressources naturelles, Elinor Ostrom fournit dans cet ouvrage un ensemble unique de données empiriques afin d'étudier les conditions dans lesquelles des problèmes de ressources communes ont été résolus, de manière satisfaisante ou non. L'auteur décrit d'abord les trois modèles les plus fréquemment utilisés en tant que fondements pour préconiser des

solutions se basant sur l'État ou le marché. Elle passe ensuite en revue les alternatives théoriques et empiriques à ces modèles afin d'illustrer la diversité des solutions possibles. Dans les chapitres suivants, elle fait appel à l'analyse institutionnelle en vue d'examiner diverses stratégies - fructueuses ou infructueuses - de gouvernance des biens communs. Contrairement à ce qu'affirme l'argument de la « tragédie des biens communs », les problèmes de ressources communes peuvent être résolus par des organisations volontaires plus efficacement que par un État coercitif. Parmi les cas considérés figurent la tenure communale de prairies et de forêts, des communautés d'irrigation, des droits relatifs à l'eau ainsi que des sites de pêche. Gouvernance des biens communs apporte une contribution majeure à la littérature analytique et à notre conception de la coopération humaine.

Vingt ans de privatisation en Europe centrale - Caroline Vincensini 2010

Au lendemain de la chute du mur de Berlin, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque entament la transition post-socialiste avec pour objectif de se transformer en économies capitalistes, ce qui implique notamment de privatiser les entreprises d'Etat et de laisser se développer le secteur privé. Cette transformation a cependant emprunté des voies diverses dans chaque pays en fonction des méthodes de privatisation mises en oeuvre, des formes de propriété qui en résultent et de leur évolution ultérieure. Ces caractéristiques ont varié sous l'influence des formes et de l'intensité des conflits entre les divers groupes sociaux participant au processus de privatisation. L'expérience polonaise est ainsi dominée par le conflit entre gouvernements et insiders des entreprises d'Etat, la trajectoire hongroise par la tension entre gouvernements et acteurs économiques nationaux à propos du développement de la propriété étrangère, tandis que le cas tchèque se singularise par le rôle des fonds de privatisation issus des privatisations de masse. Ce livre propose une lecture originale de la transition post-socialiste en Europe centrale en étudiant ces trois trajectoires nationales de propriété. Quelles sont leurs spécificités et comment les expliquer ? Partagent-elles malgré tout des points communs ? Les particularités

nationales se maintiennent-elles ou tendent-elles à s'estomper et pourquoi ? Ces questions sont abordées à travers un cadre analytique d'économie institutionnelle qui permet de s'interroger sur les continuités et les ruptures des évolutions, sur les bifurcations des trajectoires et sur la nature des processus de changement institutionnel en jeu.

Entreprises publiques en République Démocratique du Congo - Jacques Kabeya I. Tenda 2018

L'espoir suscité auprès des Congolais par l'accession de la République Démocratique du Congo à l'indépendance en 1960 s'est vite estompé pour laisser place à la désolation dans tous les secteurs de la vie nationale. Les entreprises publiques qui du temps de la colonisation avaient grandement contribué au budget de la colonie et à la construction des infrastructures dans l'espace Congo-belge, sont devenues après l'indépendance des pesanteurs socio-économiques incapables de répondre aux attentes de Congolais. Gangrénées par la mauvaise gestion, une faible productivité et des services de qualité médiocre elles sont incapables de produire la richesse souhaitée. Les réformes successives initiées depuis 1960 ont montré leurs limites. Pour relever ce défi de la mal gouvernance, l'économiste financier, Jacques Kabeya Ilunga Tenda recommande la mise en place, par le Gouvernement, d'un cadre de bonne gouvernance de responsabilisation et de performance.

OECD Public Governance Reviews Kazakhstan: Review of the Central Administration - OECD 2014-12-22

This review examines the functioning, structure and organisation of the central government and line ministries in Kazakhstan, as well as their capacities to implement national objectives and priorities, outlined in the Kazakhstan's Vision 2050.

Gouvernance et privatisation - Yvon Pesqueux 2007

Alors que le mot " privatisation " est sur toutes les bouches aujourd'hui, cette notion est paradoxalement très peu étudiée. Le but de l'auteur est de combler cette lacune sur la base d'une réflexion transdisciplinaire. C'est l'occasion d'aborder, en particulier, un thème également peu traité en France : le new public

management, et de se pencher de très près sur le concept de managérialisme. L'ambition de cet ouvrage est ainsi d'explorer l'intrusion du management dans les sociétés avancées et d'essayer d'en évaluer les conséquences politiques au travers de la référence à la gouvernance.

Public Enterprises Today - Missions, Performance and Governance (Les Entreprises Publiques Aujourd'hui - Missions, Performance, Gouvernance) - Luc Bernier 2015

Public enterprises are important in the 21st century as they have been before the privatization drives that started in the 80s, but are different from their predecessors. 15 cases presented in this book offer a picture from various industries and countries in Europe and the Americas, with some lessons for future public policy on public enterprises. Les entreprises publiques sont aussi importantes au 21e siècle qu'elles le furent avant le mouvement de privatisation qui débuta dans les années 1980, mais elles sont aujourd'hui fort différentes. Les 15 études de cas présentées dans cet ouvrage donnent un aperçu d'entreprises publiques actives dans divers secteurs tant en Europe que dans les Amériques. En conclusion sont proposées quelques pistes pour de futures politiques publiques en matière d'entreprises publiques.

Gouvernance, coopération et stratégie des firmes chinoises - Xavier Richet 2005-03-01

Les études rassemblées dans cet ouvrage visent à présenter les facteurs et les mécanismes à l'origine de la transformation de l'économie chinoise, considérée aujourd'hui comme "l'atelier du monde". Comment une économie en transition où les principaux préceptes du "consensus de Washington" sont absents a-t-elle pu connaître une si forte croissance, avec une montée en gamme qui en fait aujourd'hui une économie redoutée y compris parmi les économies le plus développées ?

Secrets d'États ? - Nelson Michaud

2015-06-04T00:00:00-04:00

Cet ouvrage de référence a pour objectif de répondre aux principales questions que nous nous posons quant au rôle de l'État, aux principes à partir desquels il est organisé, à son fonctionnement, à ses valeurs et aux grands enjeux contemporains auxquels il doit faire face.

Conçu d'abord pour celles et ceux qui veulent faire l'apprentissage de ce que sont nos institutions politico-administratives, cet ouvrage apportera à tous ceux qui s'intéressent à l'administration publique, à ses composantes et à ses acteurs, de nouvelles connaissances tout en suscitant une réflexion de qualité. Fruit de la collaboration d'une imposante équipe d'analystes et de praticiens parmi les plus chevronnés dans leur domaine, cette contribution est importante à une époque où les États modernes sont interpellés à relever des défis constants et où efficacité, transparence, éthique et saine gestion des fonds publics sont plus que jamais des paramètres incontournables. Les experts qui nous font partager ici leur approche de ces questions nous amènent à les considérer comme faisant partie d'un tout qui a évolué pendant plus de 700 ans pour nous offrir aujourd'hui des institutions qui modèlent notre société et qui répondent à nos choix collectifs.

La Banque mondiale et la réforme des entreprises publiques congolaises (RDC) - Godé Mpoy Kadima 2015

Malgré un cadre macroéconomique en relative amélioration, le redressement des entreprises publiques congolaises (RDC) demeure au cœur des enjeux de la relance de l'économie nationale. Victimes des conjonctures et politiques publiques pour le moins défavorables à leur expansion, ces entreprises d'Etat sont aujourd'hui au bord de la faillite, pour la plupart d'entre elles. Parmi les solutions préconisées pour la relance de ces entreprises, tout indique, comme le démontre l'auteur, que le gouvernement congolais privilégie déjà le schéma du désengagement de l'Etat et de la privatisation, tel qu'impulsé par la Banque mondiale au travers du "Comité de pilotage pour la réforme des entreprises publiques" (Copirep). Ce livre tente de démontrer que l'option de la privatisation peut s'imposer comme l'unique voie de recours dans l'enjeu de redressement des entreprises publiques congolaises. Et, pire, ce vaste plan de privatisation des entreprises publiques va entraîner des conséquences néfastes, sur les plans économique, social et politique dans un Etat postconflit encore structurellement fragile.

La gouvernance - Franck Juguet 2022

Mondialisation, gouvernance et nouvelles stratégies subétatiques - Luc Bernier 2004

Traité de gouvernance d'entreprise 2e édition - Ahmed Naciri 2015-08-26T00:00:00-04:00

Cette deuxième édition, mise à jour et augmentée de trois nouveaux chapitres, présente un modèle de gestion visant la création durable de la richesse par la recherche de l'équité, de l'efficacité et de la maîtrise des risques. L'auteur, décrivant les divers mécanismes internes et externes de la gouvernance d'entreprise, les présente comme un puissant ensemble d'instruments qu'il convient de manier efficacement pour atteindre les meilleurs résultats.

Towards New Arrangements for State Ownership in the Middle East and North Africa - OECD 2012-03-05

This publication provides insight into the varied and rich experience in SOE reform in the region over the past decade, highlighting reform initiatives undertaken at national and country specific levels.

Société d'État? Pourquoi pas? - Roger Lanoué 2011-01-27T00:00:00-05:00

Une société d'État peut être aussi performante qu'une entreprise privée, voire plus. Si la bureaucratie et le manque de vision reprochés aux organisations publiques sont une réalité, la généralisation n'est cependant pas justifiée. Le privé ne possède pas de pouvoirs magiques ! Les paramètres de gouvernance des secteurs privé et public diffèrent. Alors que le premier remplit ses rôles économique et social en mettant l'accent sur la maximisation des bénéfices pour ses actionnaires, le second doit conjuguer son éventuel objectif de rentabilité avec les objectifs sociaux légitimant son existence. Hydro-Québec représente cette société exemplaire, au Canada et partout ailleurs dans le monde, qui réussit à performer malgré la turbulence du monde politique à laquelle elle est soumise. Les auteurs en dressent l'historique, depuis la « nationalisation » de 1962 jusqu'à la nomination en 2004 du PDG actuel, en s'attardant aux interactions entre l'État et l'entreprise. Ils la comparent ensuite à une douzaine d'entreprises publiques ou privées dans le domaine de l'électricité. Ainsi, ils dégagent les mécanismes essentiels au bon management, conclusions qui

intéresseront vivement les responsables politiques, les gestionnaires d'État et les analystes économiques et financiers.

L'organisation des télécommunications au Sénégal - Oumar Kane 2010

Oumar Kane analyse l'organisation des télécommunications au Sénégal à partir d'un examen minutieux des facteurs technologiques et économiques qui ont présidé à leur implantation pendant la période coloniale. Il fournit un éclairage remarquable sur la dynamique des réformes initiées au début des années 1980, promues ensuite au niveau international et finalement mises en oeuvre dans les pays en développement. A partir d'une solide documentation, il met ainsi en évidence l'articulation entre le global et le local et explique comment s'est construite la régulation des télécommunications au Sénégal. Cet ouvrage montre en particulier que le contrôle des ressources et des acteurs transparaît dans les modes d'organisation privilégiés par le pouvoir central sénégalais. Les relations organiques entre les trois piliers du système des télécommunications - la réglementation, l'exploitation et la régulation - sont passées en revue et la logique de leur articulation est reconstituée, nommée et mise en perspective. Ce livre propose ainsi des informations fondamentales sur l'évolution du secteur des télécommunications, sur la nature des rapports de force entre les différents acteurs ainsi que sur la distribution des ressources et du pouvoir dans l'espace national sénégalais. De manière plus globale, il met en lumière les contraintes qui pèsent sur les États en matière de politiques de télécommunications et la marge de manoeuvre dont ils disposent.

Le conseil d'administration (CA) dans l'entreprise publique en Afrique - André Marie Mbili Onana 2015-03-25

Au Cameroun et dans beaucoup de pays en Afrique, les entreprises publiques se sont révélées être d'énormes gouffres financiers, mis en évidence par la crise économique apparue dans les années 80. Au titre des mesures prises pour les redresser, la privatisation figure en bonne place. Cependant, toutes les entreprises publiques d'un pays ne peuvent pas être privatisées d'une part, et certaines privatisations n'aboutissent pas aux résultats escomptés

d'autre part. Des lors, il devient indispensable de s'interroger sur les causes des défaillances des entreprises publiques africaines pour mieux les traiter. C'est dans ce sillage que s'inscrit le présent ouvrage qui mobilise le cadre théorique de la gouvernance d'entreprise pour tenter de comprendre les raisons du malaise des entreprises publiques camerounaises. A cet effet, le CA, principal mécanisme de gouvernance est étudié du point de vue de sa composition, de ses caractéristiques, de sa structure et de ses processus. Le CA, dans la logique de la théorie de l'agence, développe des incitations et contraintes permettant d'influencer positivement la gestion de l'entreprise publique et donc d'améliorer ses performances."

La gouvernance juridique et fiscale des organisations - ROSSIGNOL Jean-Luc
2010-04-26

La gouvernance des organisations constitue un thème majeur porté en permanence par l'actualité. La notion même d'organisation est l'un des objets déterminants sur lesquels droit et gestion se focalisent. Riche d'implications, l'approche juridique et fiscale des organisations demeure pourtant encore peu explorée. Premier ouvrage de recherche transversal et interdisciplinaire traitant de cette problématique centrale, *La gouvernance juridique et fiscale des organisations* propose une analyse cohérente et construite des pratiques des organisations et de leur gouvernance. En donnant une vision globale de l'organisation, cet ouvrage aide à mieux comprendre l'implication de chaque partie prenante et à mettre en place des solutions managériales de première importance. Il réunit les contributions de gestionnaires, de juristes et d'enseignants-chercheurs français et étrangers articulées autour de quatre parties : la gouvernance juridique : concept, représentation et approche, la gouvernance fiscale : objectifs, performance et responsabilité, la gouvernance juridique et fiscale des entreprises : enjeux et jeux des acteurs, la gouvernance juridique et fiscale d'autres organisations : légitimité et portée de quelques réformes en cours. *La gouvernance juridique et fiscale des organisations* s'adresse aux gestionnaires et juristes d'entreprises, aux professionnels des services juridiques et fiscaux des administrations

mais aussi aux chercheurs et enseignants-chercheurs spécialisés dans le domaine de la gouvernance.

Governance in the 21st Century / Gouvernance Au 21e Siècle - David M. Hayne 2000-12-15

This volume continues the inquiry launched by the Royal Society of Canada's 1997 publication, "Can Canada Survive? Under What Terms and Conditions?", and pursued in the 1998 volume, "The Well-Being of Canada", and the 1999 volume "Survivability in the 21st Century" (all published by the University of Toronto Press). The present collection examines the challenges of governance in our new century. Eight papers, given by experts in their respective fields, call for an examination of the governance of organizations per se, whether one probes the crises in the experience of large corporations, in education, in health care, in science and technology systems, or in military affairs. This volume underlines the dramatic changes taking place in our time and stresses the urgent need for new thinking and the need to reform our governance mechanisms in order to keep pace with our changing world.

Libéralisation du Compte Capitaux Croissance Economique et Gouvernance - Abdeltif Maila
2021-08-26

Darknet - Laurent Gayard 2018-04-16

This collaborative research project allows for fundamental advances not only in the understanding of the phenomena but also in the development of practical calculation methods that can be used by engineers. This collaborative research project allows for fundamental advances not only in the understanding of the phenomena but also in the development of practical calculation methods that can be used by engineers.

Crisis, Globalization and Governance - Nehme Azoury 2014-08-20

In these constantly challenging times, business practices that were once considered successful, applicable and rewarding are questioned by the implications of increased globalization. National, regional and international market crises have raised the barriers for a necessary implementation of practices related, but not limited, to ethics and governance. In this spirit, this book tackles a potential and desirable way

of reinventing and implementing specific types of governance (both at the private and public levels), in order to reorient the current globalization process in a safer and much more efficient way. It is grounded mainly in three disciplines: the first is the economic sciences, given the book's concern with microeconomic regulation and economic regulation. The second, the business sciences field, allows for the discussion of strategies of relocalization of businesses, social governance and its impact on organizations, the management of information, and disclosure. The final area of study detailed in the book is the political and administrative field, as it sheds light on the public dimension of governance in the educational sector. In short, this book provides strategies for the promotion or restoration of public interest and social democracy.

Impact de la privatisation sur le régime gouvernance de l'entreprise - André Forget 2012

Fortement inspiré par le courant de pensée néolibéral, le phénomène de privatisation des entreprises publiques s'est rapidement répandu à l'échelle de la planète au cours des dernières décennies. Cet ouvrage propose une étude de l'influence que peut avoir la privatisation non pas sur les résultats financiers de l'entreprise mais sur son régime de gouvernance. Plus spécifiquement, le regard porte sur l'impact des politiques de privatisation du gouvernement canadien sur l'évolution des mécanismes de gouvernance régissant les relations de la compagnie publique Teleglobe Canada avec ses propriétaires, ses concurrents, ses usagers, ses employés, ses clients et ses fournisseurs.

Les institutions de gouvernance dans les pays arabes - Fahmi Ben Abdelkader 2014

"La région arabe est plus riche qu'elle n'est développée". Le PNUD faisait ce constat en 2002, dans un rapport analysant la crise de développement que connaît cette région. Ce constat nous a conduits à rechercher l'origine des blocages du développement de cette région, non pas sous le prisme des seules variables économiques, mais surtout dans le champ des libertés politiques et des opportunités sociales et économiques, dont le déni entrave le développement économique. Pour nous, le développement est un processus de

transformation institutionnelle qui doit favoriser l'accès aux ressources économiques et politiques d'un plus grand nombre de personnes sur une base égalitaire et impersonnelle. Nous soutenons que les élites dirigeantes dans la région arabe ont réussi à verrouiller cet accès à ces ressources et à neutraliser les institutions de gouvernance censées délimiter leur pouvoir discrétionnaire et contrôler leur action. Cette configuration institutionnelle a favorisé la prédation et la recherche de rente privant les pays des moyens de leur développement. L'exacerbation de ces pratiques a sapé la confiance du public dans les institutions de gouvernance, créé un sentiment général d'injustice et constitué l'un des principaux vecteurs du soulèvement de la rue arabe.

Economie de la transition - Wladimir Andreff 2007

Cet ouvrage expose tous les grands thèmes empiriques et analytiques de la transition entre l'économie centralement planifiée et l'économie de marché (en Europe de l'Est). Il est principalement destiné à des étudiants de master, mais il est conçu pour être accessible à tout niveau d'études en sciences économiques. Il fournit également des informations détaillées sur les économies en transition et propose des annexes dont l'intérêt peut aller au-delà d'un public strictement universitaire. Dans une première partie, ce livre présente l'analyse économique standard de la transition d'inspiration néo-libérale, sous-tendue par le consensus de Washington, dont les grands axes sont la libéralisation des prix et des transactions, les programmes de stabilisation et d'ajustement, la réallocation des ressources et la restructuration, la privatisation, ses méthodes et ses résultats, la thérapie de choc et le gradualisme, la désintégration économique internationale, l'ouverture à l'économie mondiale, les surprises de la transition néo-libérale. La deuxième partie traite de la transition instituée, ouvrant la voie à une deuxième phase davantage axée sur l'évaluation du consensus de Washington par les analyses non standard de la transition, les problèmes de gouvernance de l'entreprise et de l'Etat, le rôle des petites entreprises privées dans la restructuration, les nouvelles institutions et régulations économiques, le rôle de l'Etat, la

réforme du système bancaire et les marchés financiers émergents, les variantes du capitalisme est-européen, les coûts sociaux de la transition, l'élargissement de l'Union européenne à l'Est.

Traité de gouvernance d'entreprise - Ahmed Naciri 2011

Sécurisation des quartiers et gouvernance locale - 2010

La sécurisation des quartiers au sein des villes africaines prend des formes multiples, mais qui ont en commun l'importance des acteurs non étatiques et un certain degré d'informalité. Le recours à des compagnies privées de sécurité dans les espaces résidentiels, commerciaux ou d'affaires (City Improvement Districts, Waterfront), la mobilisation des résidents pour leur sécurité locale (comités de quartier, patrouilles de rue, vigilantisme) et l'enfermement au sein de gated communities ont un profond impact sur les formes urbaines, les pratiques spatiales, mais aussi et surtout sur les relations sociales, les dynamiques internes aux communautés et les rapports entre citoyens et Etat. Nourries par des études de cas sur des contextes urbains encore peu étudiés, fondées sur des regards croisés entre villes d'Afrique de l'Ouest (Lagos, Ibadan, Kano), de l'Est (Nairobi) et d'Afrique australe (Le Cap, Johannesburg, Maputo, Windhoek), les contributions de cet ouvrage ont pour point commun d'explorer le rôle changeant de l'Etat et les enjeux de gouvernance urbaine mis en lumière par le défi sécuritaire, et de s'interroger sur l'impact de la privatisation de la sécurité sur la ville dans un contexte de transferts de modèles internationaux. Au-delà de l'interrogation sur les spécificités des villes africaines, les auteurs, géographes et historiens, développent des débats théoriques plus larges dont l'originalité est d'être ancrés dans des études de cas, le plus souvent à l'échelle des quartiers. Ces derniers s'interrogent en effet sur la construction des identités de quartier, la gouvernance en réseaux et les partenariats publics-privés. Ils explorent des concepts tels que privatisation, marchandisation, "civilisation", mais aussi le brouillage des frontières entre le public et le privé et le "déclin" de l'espace public. La question sécuritaire, prisme pertinent d'analyse

du fonctionnement de l'Etat, conduit également à s'interroger sur son monopole et sa quête de légitimité en Afrique, ici dans sa dimension urbaine et locale.

Gouvernance d'entreprise et développement des partenariats public-privé - Jean Christophe Ilboudo 2018

Pour les pays d'Afrique, l'accession à l'indépendance a sans nul doute constitué le point de départ de l'essor des entreprises, car il fallait répondre aux besoins des populations en biens et services. Ce fut la grande période marquée par la culture de l'interventionnisme de l'Etat et l'essor des "sociétés nationales", le plus souvent avec le statut de société d'économie mixte dans lesquelles l'Etat, majoritaire ou pas, s'associait à l'ancien propriétaire ou à de nouveaux partenaires privés. Ainsi des pays de libéralisme affiché comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon ou le Togo appliqueront les mêmes méthodes et les mêmes stratégies que des pays à économie planifiée déclarée comme la Guinée, le Congo, Madagascar ou le Mali. Malheureusement, les années 80 seront marquées par des taux de croissance économique généralement inférieurs aux taux de croissance démographique, une dégradation du pouvoir d'achat des populations ou par un fort déficit des entreprises publiques consécutif à leur mauvaise gestion. Cette conjoncture généra une nouvelle donne qui fut l'occasion non seulement de réduire le fardeau financier et administratif qu'impose la gestion par l'Etat des entreprises publiques, mais aussi de stimuler le développement du secteur privé, des partenariats public-privé et d'amener les pouvoirs publics à mieux justifier et à garantir l'efficacité de leurs actions et leur contribution à la lutte pour la création des richesses et l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. Dans le présent ouvrage, dont les cas d'école retenus font sens pour l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne, nous nous sommes appuyés sur des secteurs importants pour le bien-être des populations mais tout aussi déterminants pour l'accroissement de la compétitivité des entreprises.

Peace, Security and Post-conflict Reconstruction in the Great Lakes Region of Africa - Lumumba-Kasongo, Tukumbi 2017-11-28

The Great Lakes region of Africa is characterized by protest politics, partial democratization, political illegitimacy and unstable economic growth. Many of the countries that are members of the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR) which are: Burundi, Angola, Central African Republic, Democratic Republic of the Congo, Republic of the Congo, Kenya, Uganda, Rwanda, Sudan, South Sudan, Tanzania, and Zambia, have experienced political violence and bloodshed at one time or another. While a few states have been advancing electoral democracy, environmental protection and peaceful state building, the overall intensity of violence in the region has led to civil wars, invasion, genocide, dictatorships, political instability, and underdevelopment. Efforts to establish sustainable peace, meaningful socio-economic development and participatory democracy have not been quite successful. Using various methodologies and paradigms, this book interrogates the complexity of the causes of these conflicts; and examines their impact and implications for socio-economic development of the region. The non-consensual actions related to these conflicts and imperatives of power struggles supported by the agents of 'savage' capitalism have paralysed efforts toward progress. The book therefore recommends new policy frameworks within regionalist lenses and neo-realist politics to bring about sustainable peace in the region.

Implanter le capitalisme en Afrique. Bonne gouvernance et meilleures pratiques de gestion face aux cultures locales - GODONG Serge Alain 2011-11-18

La réputation de l'Afrique n'est pas seulement négative sur des questions de politique et de sécurité internationales. Elle l'est également dans la façon dont les entrepreneurs et les entreprises occidentales perçoivent les risques qui, sur ce continent, contrarient la prospérité des activités économiques. Or, ni les Africains ni les Occidentaux n'ont envisagé de laisser le continent errer à ses atavismes et à son sous-développement : il faut donc trouver un discours et des dispositifs qui servent d'interface entre

les pourvoyeurs de financements et leurs récepteurs. C'est à cela que tient l'essentiel du discours sur la "bonne gouvernance", dont l'objectif est de faire converger, par des "règles de bonne conduite", les comportements des salariés et les intérêts de l'entreprise. De part et d'autre, les malentendus peuvent être nombreux sur ce que chacun nomme une "bonne pratique" et sur les conditions par lesquelles les uns et les autres jugent possible de réussir la gestion d'une entreprise capitaliste. Se pose alors, dans la vie quotidienne, une exigence de dialogue et d'argumentation, pour reformuler les bases mêmes de cette "bonne gouvernance". Notre travail a consisté à enquêter, sur le terrain, auprès de deux entreprises privatisées camerounaises (AESONEL et CAMRAIL) pour voir de quelle façon et avec quelles logiques les différents acteurs et parties prenantes du management s'organisent pour donner sens à cette notion. Et comment le sens qu'ils en tirent est déterminant dans la réception (positive ou négative) des entreprises qui s'installent dans leur univers. Journaliste à la base, économiste et financier, Serge Alain Godong est docteur en sciences de gestion. Il enseigne aux universités de Paris X en France et de Yaoundé II au Cameroun, notamment.

Networks Governance, Partnership Management and Coalitions Federation - Christophe Assens 2016-05-12

This book explores the governance of networks. A network's governance mechanisms are based on trust and confidence, which go beyond a simple economic logic. As the network's boundaries expand to include clusters of businesses and stakeholders and the emergence of coalitions of all kinds, the trust will gradually dilute and the network's unifying role will be lost. The organization then evolves into the form of a network of networks, where the challenge is to bring together coalitions. Using examples from the European Union and the Regional Health Federation of Networks, this book explores the political and socio-economic challenges, including the decision making and division of tasks, faced by network organizations which move to a federation model of governance.